

journal de la

Police

La revue professionnelle belge
des services de police et la
revue des membres du CPL



Numéro thématique : radicalisme
Seconde partie

Septembre
2015

7

Combattants en Syrie : au-delà de la radicalisation ?¹

Depuis l'été 2014, la radicalisation et la déradicalisation – aujourd'hui souvent définies comme la lutte contre l'extrémisme violent – figurent en tête de l'agenda politique des capitales européennes. Cette priorité fait suite à une série d'attentats et de tentatives d'attentats (Musée Juif à Bruxelles, Charlie Hebdo, Verviers, ...) qui semblaient tous avoir un rapport avec la guerre en Syrie et en Irak, soit parce que des combattants de retour de Syrie étaient impliqués, soit parce que des organisations terroristes locales les ont revendiqués. Les autorités belges ne sont pas en reste : depuis lors, elle ne parlent plus que de radicalisation. Une contribution du professeur Rik Coolsaet, politologue lié à l'UGent.

Contexte

En octobre 2014, la nouvelle déclaration gouvernementale affirmait : « La protection de l'État de droit démocratique et la sécurité de nos citoyens constituent une priorité absolue pour le gouvernement. Aujourd'hui, elle se trouve sous la pression de la menace croissante de la radicalisation et du terrorisme. » Le nombre d'initiatives et de projets de déradicalisation n'a fait qu'augmenter depuis, à tous les niveaux politiques et souvent sans concertation mutuelle. Mais la radicalisation est-elle la cause du départ de centaines de Belges en Syrie ?

Penchons-nous sur ce dernier point.

La naissance d'un concept ambigu

Ces dix dernières années, d'importants fonds publics européens ont été consacrés à la recherche sur la « radicalisation ». Mais le concept de radicalisation proprement dit a, dès le début, été une source d'ambiguïté et de confusion. Il est pour la première fois apparu en mai 2004 dans un document interne de l'Union européenne énumérant les causes premières possibles de la réceptivité des individus au recrutement par des extrémistes étrangers. Les attentats de la gare d'Atocha, deux mois auparavant, et ceux de Londres en juillet 2005, ont rapidement transformé le concept en quête du Graal en ce qui concerne les études sur le terrorisme et la lutte contre celui-ci. Le fait que l'accent soit mis sur le processus de radicalisation signifiait que l'on se focalisait sur l'individu et sur le processus qu'il traversait, mais que le contexte et les causes premières entraînant et alimentant ce processus, disparaissaient de l'attention².

La différence avec les études sur le terrorisme menées depuis les années soixante, était de taille. Ces études insistaient sur le pourquoi de l'apparition du terrorisme. En effet, le « contexte » s'avérait être un élément essentiel de la genèse du terrorisme. Le terrorisme trouve ses racines dans un environnement facilitateur motivant, en même temps, les groupes et les individus, comme l'affirmait Martha Crenshaw en 1981³.

Les chercheurs ont déplacé l'attention et la responsabilité de la radicalisation vers l'individu proprement dit et son environnement direct

En revanche, les études sur la radicalisation menées après 2004 se concentraient sur la question de savoir *comment* les individus se trouvaient embarqués dans ce processus, l'attention et la responsabilité se déplaçant vers l'individu proprement dit, sa famille et son environnement direct, et son idéologie.

La notion de radicalisation s'est vite avérée une notion « fourre-tout » où toutes sortes de phénomènes – allant du port de vêtements religieux aux prêches orthodoxes en passant par le comportement violent – étaient reliés entre eux. Pour clarifier les choses, l'Union européenne a décidé, en 2006, de créer un groupe d'experts. Celui-ci mettait en garde, dans son rapport final, contre l'ambiguïté de la notion. Il proposait également de la remplacer par des concepts qui, contrairement à la notion de « radicalisation », puisaient leurs racines dans les études existantes sur la violence politique et le terrorisme. Le groupe d'experts proposait comme alternative la « *socialisation to extremism which manifests itself in terrorism* »⁴.

Mais le concept de « radicalisation » était très attrayant. À la fois simple et ambigu, il s'est rapidement retrouvé enchevêtré avec le malaise social lié à l'immigration et à l'islam. La radicalisation était considérée comme unique et contemporaine et visait presque exclusivement la radicalisation et le terrorisme islamistes (soit précisément ce qu'avait voulu éviter le groupe d'experts de la Commission européenne). Le débat sur la dévalorisation est devenu un débat sur l'incompatibilité culturelle entre l'islam et les normes et valeurs occidentales.

En dépit de tous les efforts déployés par les universités et la police, un instrument de mesure capable de déterminer si le radicalisme était ou non en hausse n'a jamais pu être développé. Toutefois, les innom-

1. Il s'agit d'une version adaptée et actualisée d'une contribution antérieure dans : *Samenleving en Politiek*, février 2015.

2. Mark Sedgwick, *The Concept of Radicalization as a Source of Confusion*, in: *Terrorism and Political Violence*, 2010, 22-4, pp. 480-481.

3. Martha Crenshaw, *The Causes of Terrorism*, in: *Comparative Politics*, 1981, 13/4, pp. 379-399.

4. *Radicalisation Processes Leading to Acts of Terrorism*, A concise Report prepared by the European Commission's Expert Group on Violent Radicalisation (15 mai 2008).

brables études sur la radicalisation menées ces dix dernières années ont débouché sur quelques conclusions utiles. En effet, la radicalisation semblait avant tout être un processus de socialisation dans le cadre duquel les dynamiques de groupe (*kinship and friendship*) sont plus importantes que l'idéologie. Le recours à la violence était précédé d'une dynamique de groupe plus ou moins longue. Les sentiments de frustration et d'injustice se cristallisent autour d'un retrait mental de la société (qui est considérée comme responsable). Vient ensuite une politisation de la vision du monde (« que peut-on y faire ? »). La pensée de groupe (*groupthink*) élimine petit à petit les entraves au recours à la violence et un discours est intériorisé en vue de justifier l'utilisation de la violence contre des innocents. Le processus d'« accoutumance » à l'idée d'utiliser la violence et de construction d'une justification à cet égard, était donc plus ou moins long.

Le *comment* devenait ainsi plus clair, mais la question du pourquoi de l'apparition de la radicalisation et du pourquoi des individus et groupes avaient été sensibilisés à l'extrémisme restait sans réponse.

Un nouveau phénomène ?

Dans un passé lointain, des Belges sont également partis à l'étranger pour y combattre et ce, du front de l'est à la guerre civile espagnole. Dès les années quatre-vingts, des Européens se sont, à nouveau, mis à partir pour des champs de bataille étrangers : Afghanistan, Bosnie, Irak, ... La Syrie a fait son apparition au printemps 2012. Les « combattants en Syrie » ont fait les gros titres des journaux en mars 2013. À l'époque, on estimait déjà le nombre de jeunes Belges partis pour la Syrie à 70⁵. Deux ont plus tard, ce chiffre s'est multiplié par six. En juillet 2015, le nombre de combattants en Syrie s'élevait à quelque 440 (y compris une cinquantaine de personnes qui n'ont pas atteint la Syrie). Plus d'un quart de ces combattants sont entre-temps revenus tandis que soixante à septante d'entre eux y ont perdu la vie. Ces chiffres donnent un ordre de grandeur, mais pas une certitude absolue. En outre, il est risqué de faire des comparaisons avec l'étranger, étant donné que les définitions et méthodes de recensement diffèrent (y compris entre les États membres de l'Union européenne).

Les combattants en Syrie actuels diffèrent de leurs prédécesseurs dans d'autres conflits en raison de leur désir de se placer au cœur des événements

Toutefois, il est difficile de comparer les personnes qui partent combattre en Syrie aujourd'hui, avec les djihadistes européens des années quatre-vingts et suivantes. En effet, les combattants de la

génération actuelle sont nettement plus jeunes que leurs prédécesseurs, dont l'âge moyen tournait autour de 28 ans. Un tiers des combattants actuels sont âgés de plus de 30 ans, mais le groupe d'âge typique se situe dans la fourchette des 20-24 ans. Le plus jeune Belge avait 13 ans et des jeunes de 15 et 16 ans ne sont pas une exception en Europe. Ils partent désormais fréquemment sur une (im)pulsion (sauf la première vague de combattants, constituée du noyau dur de Sharia4Belgium). Il n'est généralement pas non plus question d'une période plus ou moins longue d'(auto-)endoctrinement préalable. Ils partent souvent avec peu de bagage religieux. La géopolitique est, pour eux, beaucoup moins importante que pour leurs prédécesseurs, qui partaient en guerre contre Moscou et Washington. Enfin, soulignons que les personnes qui partent combattre en Syrie aujourd'hui sont fort centrées sur elles-mêmes. Une fois en Syrie, leur désir de se placer au cœur des événements (au moyen de *selfies* et de posts sur les médias sociaux) est un signe de narcissisme que ne manifestaient pas leurs prédécesseurs plus âgés.

Les facteurs incitatifs : qu'est-ce qui motive les Européens à partir combattre en Syrie ?

Que savons-nous des motifs des combattants (potentiels) ? Diverses sources citent des difficultés personnelles préalables (de diverses natures) : les personnes se sentent mal dans leur peau, ont le sentiment qu'ils n'ont leur place nulle part et que l'on ne veut pas d'eux. Dans certains cas (pas tous), ils ont rompu avec leur famille et leurs amis. Ce ne sont généralement pas des « fondamentalistes » : leur connaissance de l'islam est souvent superficielle et simpliste. Ils cueillent sur Internet ou s'échangent entre eux des slogans devant donner à leur attitude un semblant de légitimation (religieuse). Le phénomène a été décrit comme suit par le spécialiste du Moyen-Orient Paul Aarts : « *Woede met een islamitisch sausje eroverheen* » (De la colère nappée de sauce islamiste).⁶

Les départs pour la Syrie ne s'expliquent pas par des motifs socio-économiques. Il y a plusieurs dizaines d'années, les études menées sur le terrorisme démontraient déjà que la pauvreté (la précarité) n'était pas une cause directe du terrorisme. C'est également le cas pour l'histoire actuelle des départs pour la Syrie, laquelle est avant tout enracinée dans une sous-culture de la jeunesse alimentée par un contexte social et international spécifique. C'est également un conflit générationnel. Les mécanismes sont comparables à ceux du mouvement de contestation des années septante, lorsque les jeunes se sont insurgés contre la société de l'époque (qui semblait davantage prôner le confort matériel que la spiritualité). Mais la société d'aujourd'hui est très différente de celle de l'époque.

L'environnement social exerce une plus grande pression sur les jeunes qu'il y a quarante ans. La disparition de la polarisation et l'individualisation extrême de la société ont emporté le cocon protecteur, juste au moment où celui-ci connaissait une forte accélération suite à la nouvelle mondialisation, à la révolution postindustrielle et à la flexibilisation. Ce qui a généré : une pression toujours plus importante sur la

5. *De Standaard*, 11 mars 2013.

6. *De Volkskrant*, 30 janvier 2015.

7. Voir à cet effet : Rik Coolsaet, *Geschiedenis van de wereld van morgen*, Leuven, Van Halewyck, 2008, chapitre trois.

8. *Global Risks 2014*, Genève, World Economic Forum, 2014, p. 10.

9. Dirk Timy e.a., *Tien jaar "European Social Survey"*, KULeuven, Département Sociologie, 2014, pp. 28-29.

vie quotidienne, de l'incertitude quant à l'évolution de la carrière dans un environnement hyper compétitif, des soins de santé et un marché du logement plus onéreux et, des doutes à propos de la pension de retraite⁷. La crise économique et financière qui règne depuis 2008 n'a pas facilité les choses. La génération prête à pénétrer sur le marché du travail se heurte aujourd'hui à un taux de chômage élevé et à des conditions de travail incertaines, faisant en sorte qu'il est difficile de se construire un avenir⁸.

Il n'est donc pas étonnant que les sociétés européennes fassent preuve de pessimisme. La crise économique a clairement jeté une ombre sur les perspectives d'avenir dans un certain nombre de pays européens. En 2012, 70% des Belges étaient pessimistes, soit une hausse d'environ 15% en six ans⁹. Le pessimisme rogne les ailes à l'espoir d'un avenir différent et meilleur – ce qui rend le contexte actuel totalement différent de celui des années soixante et septante.

Les candidats bruxellois au Conseil flamand de la jeunesse, Fahim De Leener et Fatmah Al Hilou, ont consigné fin de l'année passée que de nombreux jeunes sont dépressifs et sans espoir¹⁰. Ils reconnaissent ainsi ce que les centres d'encadrement des élèves (centra voor leerlingen-begeleiding) éprouvent depuis des années déjà : « *J'ai vu la société s'endurcir. (...) De plus en plus de jeunes restent sur la touche ou perdent les pédales. Les attentes à leur égard sont aussi de plus en plus grandes. Dès la maternelle, ils ne savent pas suivre* »¹¹.

Toutefois, cette pression n'est pas répartie de manière uniforme, ce qui constitue une grande différence par rapport aux années soixante et septante. Une nouvelle ligne de rupture est apparue entre les personnes qualifiées et les personnes peu qualifiées. Les premières, imbues d'un sentiment de supériorité culturelle, regardent les secondes de haut et les unes et les autres vivent dans des « mondes relativement distincts »¹². Mais ce n'est pas tout...

L'inégalité socioculturelle entre les personnes qualifiées et les personnes peu qualifiées est l'un des aspects de l'inégalité nationale croissante, propre à presque tous les pays du monde, y compris la Belgique. En Belgique, la dévalorisation socio-économique joue un rôle dans la décision de partir en Syrie. La majorité des personnes qui décident de partir combattre en Syrie ont grandi dans des quartiers caractérisés par un taux de chômage élevé. Jozef De Witte, directeur du Centre inter-fédéral pour l'égalité des chances, a été le premier à établir le rapport entre le nombre relativement élevé de jeunes Belges partant pour la Syrie et l'inégalité structurelle propre au pays : « *En Belgique, le fossé entre les autochtones et les immigrés (provenant d'un pays extérieur à l'Union européenne) en matière d'emploi et d'enseignement est plus grand que n'importe où en Europe. Ajoutez-y les déclarations de Filip Dewinter et consorts, et vous obtenez des individus frustrés en quête d'un exutoire. Combien sommes-nous à savoir que 50% de la communauté marocaine vit dans la pauvreté, contre 15% d'autochtones ? Je ne décèle en tous cas aucun sens de l'urgence auprès de nos décideurs politiques* »¹³. Et les choses ne vont pas en s'améliorant, comme l'affirme l'OCDE.

Entre 1996 et 2008, le fossé existant sur le marché de l'emploi entre les Belges, d'une part, et les immigrés non européens, d'autre part, s'est réduit avant de se creuser de plus belle : « *Les non-Européens doivent se contenter d'emplois mal payés et très précaires. Il y a également une surreprésentation dans le travail intérimaire* »¹⁴.

À cela s'ajoute un facteur supplémentaire de pression sociale pour un groupe spécifique de jeunes. Il y a exactement trente ans, Figaro Magazine titrait « Serons-nous encore Français dans trente ans ? ». Les enfants et petits-enfants des travailleurs immigrés qui ont été appelés à venir travailler en Belgique dans les années soixante, s'entendent encore reprocher leurs origines. On parle toujours des « jeunes immigrés » – même si leur famille vit en Belgique depuis déjà trois générations et que les enfants et les petits-enfants des travailleurs immigrés sont nés ici. Et après les attentats du 11 septembre, suite à la phobie de l'islam qui a gagné le monde entier, ces « immigrés » se sont, en plus, vus traités de « musulmans ». Les deux termes avaient une connotation très négative. Et cette méfiance n'a fait que croître ces quinze dernières années : entre 1998 et 2013, le nombre de Flamands pensant que les immigrés sont une menace pour notre culture et nos usages est passé de 28 à 38%¹⁵. Ce qui signifie trois décennies de méfiance politique et sociale ininterrompue et croissante vis-à-vis d'une partie de nos concitoyens, qu'ils soient ou non qualifiés.

La frustration et la colère y trouvent leur origine. « *Avant, j'étais très en colère. Parce que je n'étais pas heureux. Parce que j'avais l'impression d'être coincé. Je finirais comme un petit réalisateur de troisième zone qui devrait filmer des mariages pendant toute sa vie. Enfin, ça dépend. Si t'es un gars super canon, super musclé et super riche et que toutes les filles te courent après, tu avances peut-être un peu moins 'pissed off' dans la vie* », a un jour raconté Adil El Arbi¹⁶.

Par le passé également, les jeunes éprouvaient des difficultés à gérer leur identité et leur image d'eux-mêmes, mais ils doivent aujourd'hui le faire dans un environnement devenu très complexe, avec peu de balises et où les inégalités se creusent. Dans les débats sans fin sur la radicalisation qui ont eu lieu après Verviers, on entendait que « la société ne pouvait assumer la responsabilité de la radicalisation » ou qu'« un État de droit accorde les mêmes chances à tous ». Ce n'est d'ores et déjà pas ce que ressent une partie des jeunes, même éduqués. Certains voient surgir un mur devant eux et ne croient plus dans l'égalité des chances. D'autres ne croient plus non plus dans la démocratie, parce qu'ils ont le sentiment de se heurter constamment à des barrières. Leur expérience constante de la discrimination et de l'exclusion et l'impression qu'ils ont acquise que les hommes et femmes politiques ne s'intéressent pas à eux, les a amenés à conclure qu'ils ne seront jamais acceptés comme des citoyens de même valeur et ce, quels que soient les efforts qu'ils déploient. La force de ce sentiment auprès des jeunes ressort continuellement de discussions formelles et informelles, auprès de groupes d'entraide de parents concernés ou lors de réunions avec des animateurs de quartier ou d'autres responsables de la jeunesse. Un récent rapport de la Fondation Roi Baudouin arrive exactement à la même conclusion.¹⁷

10. *Brussel Deze Week*, 13 novembre 2014.

11. *De Standaard*, 8-9 novembre 2014.

12. *Gescheiden werelden. Een verkenning van sociaal-economische tegenstellingen in Nederland*, Den Haag, Sociaal en Cultureel Planbureau, 2014, pp. 16, 203 et 228.

13. *De Morgen*, 30 septembre 2014.

14. *De Standaard*, 17 novembre 2011.

15. *Vlaamse Regionale Indicatoren 2014*, Bruxelles, Studiedienst. Vlaamse Regering, novembre 2014, p. 31.

16. *De Standaard Magazine*, 8 novembre 2014.

17. Corinne Torrekens et Ilke Aciams, *Marokkaanse en Turkse Belgen: een (zelf)portret van onze medeburgers*, Bruxelles, Fondation Roi Baudouin, mai 2015, pp. 159-164.

18. Amil Khan, *Al Qaeda's New Front: Jihad's Rap*, in : *Politico*, 31 août 2014; Der Spiegel, o.c., Une description détaillée de la vie et de l'oeuvre de Tupac Shakur figure dans : Kevin Powell, *Bury me like a G: The short life and violent death of Tupac Shakur*, in : *Rolling Stone*, 31 octobre 1996.

Cette culture *no future* des jeunes forme le terreau (ou, dans le jargon, les pré-conditions) d'un départ en Syrie. Le vaste éventail de motifs divergents pour lesquels des individus, et en premier lieu des jeunes, peuvent être sensibles à un départ pour la Syrie, en découle. Dans les histoires susmentionnées, force est de constater qu'ils affirment souvent ne plus voir de perspectives d'avenir pour eux-mêmes. Ils veulent laisser cela derrière eux, être « quelqu'un », être reconnus. Ils veulent admirer des héros – voire en être un. Certains éprouvent un besoin d'activisme, d'autres d'extrémisme. L'indignation a certainement joué un rôle pour la première vague de combattants. Mais il existe également des motifs morbides : ceux qui ont un faible pour la violence « à la Rambo », qui veulent vivre une vie plus aventureuse qu'en Belgique, voire qui veulent échapper à une peine d'emprisonnement dans notre pays. Abdelhamid Abaaoud, le cerveau présumé de la cellule de Verviers, se désigne dans un film comme un « touriste terroriste », y joignant une série de photos de lui-même.

Il ressort de certains posts que certains s'identifient à Tupac Shakur, icône du gangsta rap américain abattu en 1996¹⁸. Sa vie et les textes de ses chansons en disent plus long sur la perception du monde des combattants que toutes les analyses tentant de définir la cause de leur départ en Syrie.

Les facteurs d'attraction : pourquoi la Syrie (et l'État islamique) exerce-t-elle un tel attrait ?

La Syrie est facilement accessible (en comparaison des anciens théâtres d'opérations djihadistes). Dès 2013, un seul mouvement, l'État islamique, est devenu un véritable pôle d'attraction, commençant à attirer le gros des combattants étrangers. Le schéma d'irrésistible ascension a incontestablement augmenté son pouvoir d'attraction auprès des combattants en Syrie potentiels. Les hyperboles utilisées dans les médias occidentaux et dans le discours politique ont involontairement contribué à renforcer son attrait.

Les hyperboles utilisées dans les médias occidentaux et dans le discours politique ont involontairement contribué à renforcer l'attrait de l'EI

Ce qui a rendu l'EI si attractif pour les combattants étrangers est qu'il avait une offre en apparence appropriée pour chaque motif individuel des combattants (potentiels) : perspective, solidarité, reconnaissance, fierté, aventure (« *Ils ont vu trop de films de Rambo* », a déclaré un activiste syrien à Kafr Nabl¹⁹), héroïcité, altruisme (lutter contre le régime Assad). L'organisation offre une alternative à la drogue et à la délinquance et, plus encore, une société alternative avec des règles claires et simples. Des avantages financiers sont également mis en jeu : un salaire

et une villa avec piscine. Pour ceux qui deviennent membre, l'EI offre un pouvoir absolu sur la vie et la mort d'autrui et autorise même le sadisme « au nom d'un dessein supérieur ».

S4B et des groupes similaires ont, au début des départs en Syrie, joué un rôle de liaison entre les facteurs incitatifs et les facteurs d'attraction. Ils ont ainsi déclenché le processus. Le rôle facilitateur de S4B et consorts ne doit toutefois pas être surestimé. Ils ont pu jouer ce rôle uniquement parce que les racines du succès étaient déjà plantées. Sans ce terreau, le discours de S4B serait tombé dans l'oreille d'un sourd. En effet, ce ne sont pas la *narration* en elle-même, l'idéologie radicale, qui permettent de comprendre les départs en Syrie. C'est le contexte social qui rend certains sensibles à cette idéologie – tout comme le contexte des années soixante et septante a rendu le discours d'extrême-gauche populaire.

C'est précisément en raison de ce contexte que des jeunes (et des moins-jeunes) partent aujourd'hui encore pour la Syrie, même si les organisations ont été démantelées. Leur rôle a été repris par de petits réseaux familiaux ou mis sur pied par des individus qui ne souhaitent pas partir eux-mêmes mais veulent avoir le sentiment d'accomplir des actes héroïques. Ce qui explique pourquoi aujourd'hui encore, au printemps 2015, près de douze Belges partent tous les mois pour la Syrie. Il s'agit de garçons, mais aussi de filles, de familles et de mères avec des enfants en bas âge.

Au-delà de la radicalisation

Pour la plupart des combattants, le départ en Syrie n'est pas le résultat d'une radicalisation (politique). Il s'agit plutôt d'une fuite en avant, d'une tentative plus ou moins impulsive de tourner le dos à un monde qui leur donne l'impression de ne pas vouloir d'eux et qui ne semble leur offrir aucune perspective. La vulnérabilité, la frustration et le manque (apparent) de perspectives sont les moteurs des départs en Syrie.

En Belgique, les familles belgo-marocaines sont les plus vulnérables face à la pression exercée sur chacun par la société contemporaine. Le sentiment de ne pas avoir d'avenir est très fort parmi cette population. Le sentiment de désespoir, de découragement et même de crainte pour l'avenir des jeunes belgo-marocains, a déjà été mis en évidence dix ans plus tôt²⁰. La déception de ne pas être considéré comme ayant la même valeur que les autres citoyens, semble avoir l'impact le plus important sur les enfants et les petits-enfants des travailleurs marocains immigrés des années soixante²¹. Dès lors, les jeunes qui ont des racines marocaines sont surreprésentés dans les rangs des combattants belges en Syrie.

La fuite en Syrie est l'une des échappatoires possibles, outre la drogue, la criminalité (qui n'est pas inhabituelle chez les combattants belges en Syrie), l'appartenance à des bandes urbaines ou tout autre comportement déviant. Mais la voie empruntée par les combattants en Syrie leur revient comme un boomerang, une fois qu'ils sont revenus dans leur patrie. En effet, la méfiance qui existait déjà vis-à-vis de l'islam et des musulmans en est renforcée – ce qui constituait précisément une partie de l'environnement qu'ils voulaient fuir.

19. *New York Times*, 4 décembre 2014.

20. Rik Coolsaet, *Between al-Andalus and a failing integration. Europe's pursuit of a long-term counterterrorism strategy in the post-al-Qaeda era*, Egmont Paper 5, Gand/Bruxelles, Academia Press/Egmont, 2005, p. 11.

21. Corinne Torrekens et Ilke Adams o.c., p. 178-179 et 212. Les conclusions de cette étude confirment des rapports antérieurs allant dans le même sens, tels que : Kris Vanluyzen e.a., *Gekleurde steden. Autochtonen en allochtonen over samenleving*, Bruges, Vandenbroele, 2009; Mieke Maliepaard et Mérove Gijssberts, *Moslim in Nederland 2012*, La Haye, Sociaal en Cultureel Planbureau, novembre 2012, p. 20.

22. *Remarks by the President at Launch of the My Brother's Keeper Alliance*, New York, West Bronx, 4 mai 2015 (<https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2015/05/04/remarks-president-launch-my-brothers-keeper-alliance>).

23. http://www.francetvinfo.fr/faits-divers/terrorisme/le-message-de-paix-de-latif-ibn-ziaten_826641.html.

La vulnérabilité, la frustration et le manque (apparent) de perspectives sont les moteurs des départs en Syrie

Après les échauffourées qui ont eu lieu à Baltimore aux États-Unis en avril 2015, le président Obama a établi un parallèle singulier, qui s'applique également au départ en Syrie des Européens. Il a gardé d'une rencontre avec des jeunes du Bronx a sense of unfairness and powerlessness : « *We see ourselves in these young men. I grew up without a dad. I grew up lost sometimes and adrift, not having a sense of a clear path. The only difference between me and a lot of other young men in this neighborhood and all across the country is that I grew up in an environment that was a little more forgiving. And at some critical points, I had some people who cared enough about me to give me a second chance, or a third chance, or give me a little guidance when I needed it, or to open up a door that might otherwise been closed. I was lucky* »²².

C'est également en ces termes que l'écrivain français Erik Orsenna, juste après les attentats contre Charlie Hebdo et le supermarché juif à Paris, a qualifié les causes premières qui se cachent derrière ces drames : « le terreau de désespérance ». Les paroles d'Obama vont tout à fait dans le

sens du sentiment à chaque fois ressenti par Latifa Ibn Ziaten, la mère de l'un des soldats tués par Mohammed Merah en 2012, lorsqu'elle allait parler dans les écoles des cités françaises et aux jeunes qui traînent en rue dans le quartier des Izards à Toulouse, où Merah avait grandi : « un sentiment d'abandon »²³.

Il s'agit là d'un tout autre point de départ que les nombreux projets de déradicalisation qui ont été mis sur papier l'année passée, y compris en Belgique.



Rik COOLSAET
Prof. Dr. politologue
UGent